

N° Affaire  
24107

Indice: A

Phase: DCE



2 rue de Journiat - 63122 Ceyrat  
Tél : 04.73.61.36.03  
[www.altais-ingenierie.fr](http://www.altais-ingenierie.fr)  
[contact@altais-ingenierie.fr](mailto:contact@altais-ingenierie.fr)

**DESAMIANPAGE ET REHABILITATION  
DES TOITURES LA DIR  
Échangeur 28  
15100 SAINT-FOUR**

**CCTP**

**LOT N°00 DISPOSITIONS COMMUNES  
A TOUS LES LOTS**

A	28/05/26	A.DAUGE	O.PARISSIER	Mise à jour
/	18/03/26	A.DAUGE	O.PARISSIER	Première émission
	Date :	Elaboré:	Vérifié:	Nature des modifications

**MAÎTRE D'OUVRAGE**

Direction interdépartementale des routes du Massif Central  
60, avenue de l'Union Soviétique  
63012 CLERMONT-FERRAND CEDEX 1

**ARCHITECTE**

SCOP SAL IP421  
18, rue Alain Chartier  
63000 CLERMONT-FERRAND

**BUREAU DE CONTRÔLE**

SOCOTEC  
14, avenue du Garric  
15000 AURILLAC

**BUREAU D'ETUDES**

B27 ALTAIS  
2, rue du Roc de Journiat  
63122 CEYRAT

**ECONOMISTE**

B27 ALTAIS  
2, rue du Roc de Journiat  
63122 CEYRAT

# Sommaire

<b>1 PRESENTATION GENERALE</b>	<b>4</b>
1.1 Objet de l'opération	4
1.2 Liste des intervenants	4
1.3 Liste des lots	4
1.4 Liste des documents graphiques et pièces écrites	4
<b>2 NOTES COMMUNES</b>	<b>6</b>
2.1 Caractère forfaitaire de l'offre des entreprises	6
2.2 Contenu du prix de l'entreprise	6
2.3 Désignation du lot principal	7
2.4 Attribution des marchés : marché d'entreprises séparées	7
<b>3 OBSERVATIONS CONCERNANT LE C.C.T.P.</b>	<b>8</b>
3.1 Etudes et interprétation du CCTP	8
3.2 Notion d'équivalence et performance des produits	8
3.3 Ouvrages explicitement décrits	8
3.4 Ouvrages implicitement compris	8
<b>4 OBSERVATIONS CONCERNANT LE D.P.G.F.</b>	<b>9</b>
4.1 Décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF)	9
<b>5 COTES DES DOCUMENTS GRAPHIQUES</b>	<b>10</b>
5.1 Vérification des cotes	10
<b>6 OBJET ET CONNAISSANCE DES TRAVAUX</b>	<b>11</b>
<b>6.1 PRISE DE CONNAISSANCE DU PROJET</b>	<b>11</b>
6.1.1 Vérification des documents	11
6.1.2 Visite sur site obligatoire	11
<b>6.2 PRISE DE POSSESSION DU SITE</b>	<b>11</b>
6.2.1 Constat d'huissier contradictoire	11
6.2.2 Démarches auprès des concessionnaires et autres	11
<b>6.3 SERVITUDES DU CHANTIER</b>	<b>11</b>
<b>6.3.1 CONTRAINTES PARTICULIERES</b>	<b>11</b>
6.3.1.1 Protection des existants suivant SPS	11
6.3.1.2 Nuisances sonores et poussières	11
6.3.1.3 Accès et circulation	11
6.3.1.4 Installations de chantier	11
<b>6.4 REALISATION DES OUVRAGES</b>	<b>12</b>
<b>6.4.1 OBLIGATION DES RESULTATS</b>	<b>12</b>
6.4.1.1 Engagement pour la réalisation de l'ouvrage	12
6.4.1.2 Approbation des documents techniques	12
6.4.1.3 Marques - modèles - échantillons - coloris	12
<b>6.5 DOCUMENTS A FOURNIR PAR L'ENTREPRENEUR</b>	<b>13</b>
6.5.1 A la remise de l'offre	13
6.5.2 A la mise au point du marché : documents complémentaires éventuels	13
6.5.3 Pendant la période de préparation: remise de documents de l'entreprise	13
6.5.4 Etablissement de plans d'exécutions, d'atelier et de réservations	13
6.5.5 Etablissement des plans des ouvrages exécutés	13
6.5.6 Modifications en cours de travaux	13
<b>7 INSTALLATIONS</b>	<b>14</b>
<b>7.1 INSTALLATION DE CHANTIER</b>	<b>14</b>
7.1.1 Base vie	14
7.1.2 Panneaux de chantier	14
7.1.3 Clôture de chantier	14
7.1.4 Entretien et nettoyage	14
7.1.5 Utilisation d'échafaudages	15
<b>7.2 FRAIS INTER-ENTREPRISES</b>	<b>15</b>
7.2.1 Norme compte prorata	15
<b>8 TEXTES REGLEMENTAIRES, NORMES ET DOCUMENTS TECHNIQUES</b>	<b>16</b>
<b>8.1 LES REGLES DE L'ART</b>	<b>16</b>
8.1.1 Provenance et qualité des matériaux	16
8.1.2 Documents de références	16
<b>8.2 LES NORMES</b>	<b>16</b>
<b>8.2.1 LES NORMES FRANCAISES</b>	<b>16</b>
8.2.1.1 Avis techniques et ATEX	17
8.2.1.2 Les classements aux labels décernés par les organisations de certification spécialisées	17
<b>8.2.2 LES NORMES EUROPEENNES</b>	<b>17</b>
8.2.2.1 Les normes CE et EN	17
<b>8.2.3 LES NORMES INTERNATIONNALES</b>	<b>17</b>
8.2.3.1 Les normes iso	17
<b>8.2.4 CODES ET REGLEMENTS</b>	<b>17</b>
8.2.4.1 Règlements	17
<b>9 HYPOTHESES ET ETUDES PREPARATOIRES</b>	<b>19</b>
9.1 Bases de calculs	19

## Sommaire

9.2 Réservations, percements et scellements	19
9.3 Sécurité incendie	19
9.4 Assurances, procédés non traditionnels	19
9.5 Présentation des échantillons	19
9.6 Opérations préalables à la réception	20
9.7 Garanties particulières	20
9.8 Dossier des ouvrages exécutés	20
<b>10 CONDITIONS D'EXECUTION DES TRAVAUX</b>	<b>21</b>
10.1 Organisation et phasage des travaux	21
10.2 Visite sur site	21
10.3 Constat d'huissier	21
10.4 Plans et devis	21
10.5 Protections des ouvrages	21
10.6 Réception des supports	22
10.7 Autocontrôle des entreprises	22
10.8 Interfaces entre lots	22
10.9 Travaux a proximité d'ouvrages ou voiries existants	23
10.10 Tolérances de mise en oeuvre	24
10.11 Remise en état du site après travaux	24
10.12 Sécurité et hygiène de chantier	24
10.13 Essais et vérifications de fonctionnement	24
10.14 Livraison des locaux	24
10.15 Rendez-vous de chantier	25
<b>11 RECEPTION</b>	<b>26</b>
11.1 Essais de fin de chantier	26
<b>12 DECHETS DE CHANTIER</b>	<b>27</b>
12.1 Tri et évacuation des déchets de chantier	27
<b>13 LIMITES DE PRESTATIONS</b>	<b>28</b>
13.1 Limites de prestations	28

## 1 PRESENTATION GENERALE

### 1.1 Objet de l'opération

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières, rassemble les données, prescriptions, caractéristiques, performances, spécifications d'ordre technique que le Maître d'Œuvre a jugé nécessaires de formuler en complément des règles de l'Art, pour s'assurer de la bonne exécution des travaux, relatif aux travaux de DESAMIANPAGE ET REHABILITATION DES TOITURES LA DIR située à SAINT-FLOUR (15100).

### 1.2 Liste des intervenants

Pour la réalisation du Projet, le Maître d'Ouvrage a confié les missions ci-après aux prestataires suivants :

#### ARCHITECTE

SCOP SAL IP421  
18, rue Alain Chartier  
63000 CLERMONT-FERRAND

#### BUREAU DE CONTRÔLE

SOCOTEC  
14, avenue du Garric  
15000 AURILLAC

#### BUREAU D'ETUDES

B27 ALTAÏS  
2, rue du Roc de Journiat  
63122 CEYRAT

#### ECONOMISTE

B27 ALTAÏS  
2, rue du Roc de Journiat  
63122 CEYRAT

### 1.3 Liste des lots

LOT N°00 DISPOSITIONS COMMUNES A TOUS LES LOTS  
LOT N°01 DESAMIANPAGE - DEMOLITION  
LOT N°02 VRD  
LOT N°03 GROS OEUVRE  
LOT N°04 RAVALEMENT  
LOT N°05 CHARPENTE BOIS  
LOT N°06 COUVERTURE - BARDAGE - ETANCHEITE  
LOT N°07 MENUISERIES EXTERIEURES - SERRURERIE  
LOT N°08 PLATRERIE - PEINTURE  
LOT N°09 CHAUFFAGE - VENTILATION - PLOMBERIE  
LOT N°10 ELECTRICITE

### 1.4 Liste des documents graphiques et pièces écrites

La série des plans et détails établis par les concepteurs constituent les documents graphiques contractuels.

A ce sujet, il est précisé :

- Qu'en cas de divergences entre deux ou plusieurs plans portant la même date, ceux dessinés à la plus grande échelle prévaudront
- Qu'en cas de divergences entre plans portant la même date et dessinés à la même échelle, l'appréciation en revient aux concepteurs
- Que tout ce qui serait porté dans les pièces écrites mais ne figurerait pas sur les plans ou inversement, aura contractuellement la même valeur que si les indications étaient portées sur les pièces écrites et sur les plans
- Qu'en cas d'indications contradictoires entre les différents plans et les pièces écrites, l'appréciation en revient aux concepteurs

#### LISTE DES PIECES JOINTES

##### DOCUMENTS GRAPHIQUES :

- Plans Architecte
- Plans de Charpente métallique C01
- Plans de Gros œuvre Go01
- Plans de réseaux PR01
- Plans de Chauffage - Ventilation - Climatisation CVC01

##### DOCUMENTS CONTRACTUELS :

- Acte d'engagement
- C.C.A.P.
- C.C.T.P. commun
- C.C.T.P. Relatif à chaque lot
- Planning prévisionnel

##### DOCUMENTS COMPLEMENTAIRES :

- Règlement de Consultation
- Tableau des limites de prestations N°LP01
- Dossier Technique Amiante (DTA) référence n°21742153/S1.1.1.DTA, réalisé le 04/06/2024 par le Bureau Veritas Exploitation

**2****NOTES COMMUNES****2.1****Caractère forfaitaire de l'offre des entreprises**

Le marché sera traité à prix forfaitaire quelques soient les aléas rencontrés lors des travaux.

Le prix doit être déterminé conformément aux plans d'appel d'offres de la Maîtrise d'Œuvre et aux indications du présent document. L'entrepreneur ne pourra ignorer les prestations des autres corps d'état dont les travaux sont exécutés en liaison avec les siens.

Il est rappelé que le prix forfaitaire doit comprendre tout ce qui est nécessaire à un achèvement complet par rapport aux objectifs à atteindre et aux suggestions relatives aux exigences en matière de sécurité et de protection de la santé. Les entrepreneurs ne pourront pour se soustraire à cette obligation en appuyant sur le fait que les spécifications du C.C.T.P. présentent des incohérences.

Les explications qu'il doit demander au Maître d'Œuvre, ainsi que la reconnaissance des lieux qu'il aura effectuée, l'auront mis à même de s'édifier complètement sur les travaux à réaliser, et de donner un prix forfaitaire en parfaite connaissance de cause.

Les entrepreneurs ont toute latitude pour poser, par écrit, au Maître d'Œuvre, toutes questions qu'il jugerait utiles à la parfaite compréhension du projet.

S'il estime qu'il y a dans le dossier de consultation des omissions, erreurs ou non conformités avec la réglementation en vigueur qui le conduisent à modifier ou à compléter les dispositions prévues dans ce dossier, il devra en tenir compte dans l'établissement de son prix. Cette modification s'accompagnerait d'une note explicative séparée et annexée à son offre.

Enfin, il est précisé que l'entrepreneur ne pourra arguer d'un oubli de localisation du devis descriptif, pour prétendre à supplément sur le prix forfaitaire de son marché, si l'ouvrage concerné figure aux plans.

Les entrepreneurs sont réputés, pour la remise de son offre :

- Avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des ouvrages et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature, de leur importance et de leurs particularités
- Avoir procédé à une visite du terrain et des bâtiments, à une visite d'état des lieux exhaustive et apprécié toutes les suggestions relatives :
  - à l'état de l'existant
  - à la configuration des abords et des accès
  - à l'organisation et au fonctionnement du chantier : moyens de communication, lieu d'approvisionnement en matériaux, conditions de stockage, éloignement des décharges autorisées, installation du chantier, conditions d'alimentations en eau et en électricité, etc...
  - à la topographie et à la nature du terrain
- Avoir pris pleine connaissance de tous les plans et documents utiles à la réalisation des travaux ainsi que des sites, des lieux et des terrains d'implantation des ouvrages et de tous les éléments généraux et locaux en relation avec l'exécution des travaux
- Avoir contrôlé toutes les indications des documents du dossier de consultation s'être assuré qu'elles sont exactes, suffisantes et concordantes, s'être entouré de tous renseignements complémentaires éventuels auprès du Maître d'Œuvre et du coordonnateur SPS et avoir pris tous renseignements utiles auprès des Services Publics ou de caractère public : services de l'Équipement, Services Municipaux, Service des Eaux, ENEDIS, Télécom, etc...

Avant le démarrage de leurs travaux, les entrepreneurs doivent attirer l'attention du Maître d'Œuvre sur les inconvénients, les vices ou malfaçons qui pourraient résulter des erreurs ou omissions qu'ils seraient éventuellement amenés à constater dans les documents qui leurs ont été remis et dans les ordres qu'ils ont reçus.

Dans tous les cas, aucun travail ne pourra être considéré comme supplémentaire au forfait s'il n'a pas été commandé par ordre de service proposé par le Maître d'Œuvre et signé par le Maître de l'Ouvrage.

**2.2****Contenu du prix de l'entreprise**

Tous les matériels décrits dans les C.C.T.P. s'entendent fournis et posés par les Entreprises. Celles-ci seront responsables de l'ensemble des prestations qu'elles doivent livrer en parfait état d'achèvement et de fonctionnement dans les règles de l'Art, et de la coordination des sous-traitants.

Le prix est réputé comprendre notamment, et sans que cela soit limitatif :

- Tous éléments et produits nécessaires à la bonne tenue et au parfait achèvement de l'ouvrage, et en particulier la dépose et l'évacuation des ouvrages à remplacer ou non conservés
- Les études d'exécution, notes de calculs, plans et dessins d'exécution, d'atelier de chantier et de détail, les méthodologie de réalisation, nomenclatures nécessaires à l'exécution des ouvrages
- La fourniture et mise en œuvre des échafaudages et des protections collectives et individuelles conformément à la réglementation en vigueur et au SPS
- L'implantation in-situ de l'ensemble des ouvrages
- La fourniture des avis techniques ou agréments des matériaux devant être employés et ce avant la commande
- Les aménagements demandés par le Bureau de Contrôle Technique
- Les raccordements sur les réseaux extérieurs
- La fourniture, le transport et mise en œuvre de tous les matériaux, produits et composants de construction nécessaires à la réalisation parfaite et complète de tous les ouvrages de son marché
- Tous les percements, saignées, rebouchages, scellements, raccords, etc...
- La fixation par tous moyens de ses ouvrages
- L'enlèvement de tous les gravats
- La main d'œuvre et les fournitures nécessaires pour toutes les reprises, finitions, vérifications, réglages, etc...
- Toutes les installations de chantier et de sécurité nécessaires à l'exécution du marché y compris le repli de ses matériels
- Les incidences consécutives aux travaux en heures supplémentaires, heures supplémentaires, heures de nuit, etc... nécessaires

pour respecter les délais d'exécution précisés au calendrier d'exécution annexé au marché selon la réglementation en vigueur

- La remise en état de tous ouvrages dégradés durant la réalisation des travaux ou pour les besoins de la réalisation des travaux, qu'ils soient internes à l'opération (ouvrages sur lesquels aucune intervention n'était prévu mais qui auront été dégradés intentionnellement ou accidentellement) ou externes à l'opération (espaces verts, trottoirs, voiries, etc...)
- La protection des ouvrages pendant toute la durée du chantier et jusqu'à la réception. La protection des ouvrages existants non concernés par les travaux mais exposés aux risques de dégradation.

Tous réglages et ajustements nécessaires pour le bon fonctionnement.

- La mise en service des ouvrages et leur parfait état de fonctionnement

Les photos seront répertoriées dans des classeurs photographiques en formats 18 x 24, avec également la réalisation d'un reportage en 13 X 18 dans un album sur tous les ouvrages et bâtiments après travaux.

Les photos seront également remises au Maître d'Ouvrage et au Maître d'œuvre sur support informatique (CD ROM).

Les essais, contrôles et prototypes, et en particulier :

Tout prototype ou essai préalable à l'exécution des ouvrages suivant CCTP ou demande éventuelle du Bureau de Contrôle ou du Maître d'Œuvre en cours de chantier.

La réalisation des essais COPREC pour les équipements techniques et la fourniture des procès verbaux correspondants.

Les frais de contrôle en vue de l'obtention des certificats de conformité CONSUEL pour les installations électriques.

Les frais des équipements et installations de sécurité collective et individuelles (voir PGC).

Les frais de dépenses communes de chantier, et en particulier :

- Les panneaux de chantier et clôtures
- Les installations de chantier à usage du Maître d'Ouvrage et du Maître d'Œuvre (avec installation du téléphone, d'un photocopieur A4/ A3 et du Fax)
- Les installations communes d'hygiène et de sécurité à usage du personnel de chantier
- La réalisation des réseaux provisoires de chantier
- La réalisation des protections et signalisations communes de sécurité à usage du personnel de l'entreprise et à usage des tiers (public, locataires)
- Les redevances pour l'occupation éventuelle du domaine public.

Les diagnostics techniques joints en annexe ne sont pas contractuels, ils sont donnés à l'Entreprise à titre purement indicatif pour l'aider dans la mise au point de son offre.

Les entreprises devront par une visite sur les lieux et par leur propre compétence valider ou apporter les modifications qu'elles jugeraient utiles aux conclusions contenues dans ces documents.

## 2.3

### Désignation du lot principal

Le lot principal à qui incombera toutes les démarches administratives, les constats, les installations de chantiers y compris leur entretien et leur démontage est :

Le lot COUVERTURE - BARDAGE - ETANCHEITE.

## 2.4

### Attribution des marchés : marché d'entreprises séparées

Le présent CCTP s'applique aux marchés des travaux traités par appel d'offres s'adressant à des entreprises séparées pour l'ensemble des travaux de bâtiment, les installations techniques et agencements. Les entreprises titulaires des marchés séparés assument la responsabilité de leurs travaux jusqu'à l'expiration des garanties légales.

Ces entreprises participent aux dépenses communes de chantier géré par le lot principal.

### 3 OBSERVATIONS CONCERNANT LE C.C.T.P.

#### 3.1 Etudes et interprétation du CCTP

Le CCTP a pour but de renseigner l'entrepreneur sur la nature des travaux à exécuter. Les indications n'ont pas un caractère limitatif. Dans le cadre du marché forfaitaire arrêté, l'entrepreneur doit l'intégralité des travaux impératif à l'achèvement complet des ouvrages et au fonctionnement parfait des équipements sans exception, ni réserve, sont également indispensables, ceux satisfaisant aux exigences de la réglementation en vigueur, même si le CCTP ne les décrit pas ou si les indications (cotes ou autres) portées au CCTP ou aux documents graphiques doivent, pour atteindre ce résultat, présenter des modifications. Le CCTP et les documents graphiques se complètent réciproquement.

Le présent CCTP constituant le document contractuel technique des plans fournis, les entrepreneurs ne pourront arguer d'un manque de concordance entre plans et CCTP, d'une imprécision dans la description ou la figuration des ouvrages pour ne pas exécuter le travail dans les règles de l'Art. Ils se complètent tous.

L'entrepreneur devra donc réaliser les travaux indispensables à l'achèvement des ouvrages en accord avec le maître d'Œuvre. L'entrepreneur est tenu de d'informer par écrit la Maîtrise d'Œuvre, toutes difficultés d'interprétation ou toutes discordances éventuellement rencontrées entre le CCTP et les documents graphiques d'une part, entre ces mêmes documents et les prescriptions des règlements ou particularités des ouvrages à exécuter d'autre part (discordances pouvant nuire à leur parfaite réalisation).

Les ouvrages pour lesquels certaines dispositions des documents graphiques et du CCTP pourraient soulever des divergences d'interprétations d'ordre technique ou architectural, seraient exécutés conformément aux décisions de la Maîtrise d'Œuvre sans entraîner de modifications du prix global forfaitaire du marché. Tout ouvrage propre aux documents graphiques et non décrit dans le présent CCTP est formellement dû et vice-versa. L'entrepreneur a pour obligation d'étudier et de lire, dans son intégralité, le CCTP et l'ensemble des documents du dossier.

L'offre de prix tiendra compte, sans que l'énoncé ci-dessous soit limitatif, des plus-values nécessitées par :

- Les difficultés d'approvisionnement et de mise en œuvre
- Les frais d'échafaudage, d'étaielement, d'épuisement d'eau
- La protection des surfaces
- Les nettoyages et enlèvements des gravois après chaque intervention.

L'ensemble des prescriptions prévues aux documents contractuels concernant notamment la participation de l'entrepreneur à la préparation de l'exécution, l'organisation matérielle et collective du chantier et les obligations diverses de l'entrepreneur prévues par les documents, notamment en ce qui concerne les règles de sécurité.

Les analyses ou essais prévus dans le D. T. U. seront toujours à la charge de l'entrepreneur, de même que l'ensemble des échantillons et maquettes qui seront réclamés par le Maître d'Œuvre afin de permettre le choix des produits, matériaux, coloris à fournir au début de la période de préparation, ou en temps nécessaires au parfait approvisionnement du chantier sur demande de l'entreprise.

Les essais complémentaires demandés par le Maître d'Œuvre seront également à la charge de l'entreprise si les résultats ne sont pas conformes aux prescriptions du marché.

#### 3.2 Notion d'équivalence et performance des produits

Dans les domaines où ils existent et dans des conditions permettant une mise en concurrence objective, des matériaux, produits ou équipements dont les caractéristiques d'aptitude à l'emploi ont été évaluées par un tiers indépendant doivent être utilisés systématiquement. C'est-à-dire :

- Des matériaux, produits ou équipements contrôlés périodiquement et certifiés conformes aux normes, par un organisme certificateur accrédité établi dans l'Espace Economique Européen. Le site d'AFOCERT (Association Française des Organismes de Certification des Produits de Construction), [www.afocert.fr](http://www.afocert.fr), renseigne sur les certifications de produits de construction existantes en France.
- Des produits intégrés à un procédé de construction innovant bénéficiant d'un Avis Technique ou d'un Document Technique d'Application (DTA), ou d'une Appréciation Technique d'expérimentation (ATex) ou d'un Pass innovation (voir <http://evaluation.cstb.fr/>).

A défaut, les matériaux, produits ou équipements doivent justifier de caractéristiques de performance équivalentes. La justification de l'équivalence est à fournir par le fabricant concerné.

Les matériaux, produits ou équipements doivent bénéficier d'un certificat de conformité et/ou avis technique à jour (leur validité peut être vérifiée sur la liste des produits certifiés/évalués mise à disposition du public par l'organisme concerné).

#### 3.3 Ouvrages explicitement décrits

Le CCTP définit l'essentiel des ouvrages à exécuter par l'entrepreneur. Même décrits tous les détails de construction et ouvrages complémentaires nécessaires à la finition des ouvrages sont dus par l'entrepreneur et font partie intégrale du prix global.

#### 3.4 Ouvrages implicitement compris

Le CCTP de chacun des lots définit les ouvrages et les prestations dus par l'entrepreneur dans le cadre du lot considéré. La mention "fourniture et mise en œuvre de ..." et la mention "dû au titre du présent lot" seront implicitement sous-entendue en l'absence de toute mention contraire. L'entrepreneur doit à sa charge et à ses frais tous les ouvrages et prestations nécessaires au complet achèvement de l'ouvrage.



## 4 **OBSERVATIONS CONCERNANT LE D.P.G.F.**

### 4.1 **Décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF)**

Les entreprises devront remettre une proposition de prix complète, la décomposition de prix global et forfaitaire sera établie sur la base du CCTP comportant les ouvrages annexes et complémentaires, nécessaires au complet achèvement de l'ouvrage.

Le cadre de bordereau quantitatif remis avec le dossier DCE servira de base au chiffrage des entreprises.

Le cadre de bordereau quantitatif n'a pas de valeur contractuelle et exprime uniquement la décomposition du prix global et forfaitaire en vue de l'établissement des situations de travaux.

Le cadre de bordereau quantitatif est à remplir obligatoirement par l'entreprise et à remettre avec son offre.

L'entreprise fera son affaire de toute omission ou erreur de quantité. Aucune plus-value ne sera acceptée.

Tous travaux non désignés dans le cadre de bordereau quantitatif et que l'entreprise jugerait bon d'ajouter pour compléter son offre devront y figurer, et seront incluses dans le montant de l'offre.

## 5 COTES DES DOCUMENTS GRAPHIQUES

### 5.1 Vérification des cotes

Pour l'exécution des travaux, aucune mesure ne devra être prise à l'échelle métrique sur les documents. Avant tout début d'exécution, l'entrepreneur sera tenu de vérifier toutes les cotes portées sur les plans et de s'assurer de leurs concordances entre les différents niveaux et le CCTP, de se garantir sur place de la possibilité de respecter les cotes données et de signaler à la Maîtrise d'Œuvre, erreurs ou omissions qui pourraient être constatées.

De la même façon, il signalera les dispositions qui ne lui paraîtraient pas en rapport avec la solidité, la conservation ou l'usage auquel les ouvrages sont destinés. S'il y a lieu, la Maîtrise d'Œuvre examinera les mises au point ou rectifications nécessaires. L'entrepreneur ne pourra, en aucun cas, modifier de son propre gré, le projet. Les dimensionnements portés sur les documents graphiques ne devront être changés sans l'accord de la Maîtrise d'Œuvre que cette modification soit nécessitée par une erreur de dimensionnement primitif, une mise au point ultérieure ou par une variante proposée par l'entrepreneur.

## 6 OBJET ET CONNAISSANCE DES TRAVAUX

### 6.1 PRISE DE CONNAISSANCE DU PROJET

#### 6.1.1 Vérification des documents

Tout entrepreneur admet sa parfaite connaissance du projet par le seul fait de soumissionner. Non seulement il doit connaître les pièces contractuelles de son propre corps d'état, mais également tous les documents ayant une incidence sur son propre lot. Les documents qui ne lui auraient pas été remis intégralement, peuvent à tout moment être consultés au bureau de la Maîtrise d'Œuvre.

Après examen, il doit nécessairement signaler à la Maîtrise d'Œuvre tout élément susceptible d'avoir une influence sur l'établissement du projet définitif, faute de quoi il sera réputé s'être engagé à subvenir à toutes prestations de son domaine d'activité, obligatoires à la perfection de l'achèvement de l'œuvre même si celles-ci ne sont pas explicitement décrites ou dessinées. Il doit proposer également, en temps utile, à la Maîtrise d'Œuvre toutes modifications aux dispositions du projet qui permettraient d'améliorer la qualité des travaux de sa profession ou de l'ensemble du bâtiment, sans que le prix forfaitaire soit modifié par une augmentation.

Dans le cas où les clauses du devis descriptif diffèreraient aux plans, l'entrepreneur sera nécessairement tenu d'envisager la solution la plus onéreuse. Il ne pourra prétendre à aucun supplément en s'appuyant sur le fait que des ouvrages mentionnés sur les plans et sur le CCTP pourraient se présenter inexacts, incomplets ou contradictoires après la remise de son offre.

Pour chaque lot, l'Entrepreneur sera en charge de déterminer les surfaces concernées pour l'élaboration du D.P.G.F. à fournir.

#### 6.1.2 Visite sur site obligatoire

L'entreprise prendra contact avec le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre pour visiter le chantier avant de rendre son offre (**VISITE SUR SITE OBLIGATOIRE**).

Il aura l'opportunité de demander des prélèvements amiante complémentaires s'il le souhaite de façon à pouvoir rendre une offre complète. Aucune demande ne sera acceptée après délivrance de l'ordre de service. L'entreprise prendra à sa charge les prélèvements et la dépose des éléments amiantés non repérés avant signature du marché.

L'entreprise devra remettre avec son offre une attestation de visite.

### 6.2 PRISE DE POSSESSION DU SITE

#### 6.2.1 Constat d'huissier contradictoire

L'entrepreneur du lot principal prendra possession du chantier dans l'état où il se trouve.

Des constats contradictoires seront établis sous forme de constat par huissier concernant les états des existants et les ouvrages avoisinants (mitoyens ou riverains et publics ou privés), ce suivant les directives de la Maîtrise d'Œuvre et/ou du Maître d'Ouvrage. Les frais afférents à cette procédure seront à la charge de ce lot. Ces constats seront effectués avant le démarrage des travaux et après leur achèvement. Les frais relatifs aux honoraires de l'huissier, à la reproduction et à la diffusion des constats sont à la charge du Maître d'Ouvrage.

#### 6.2.2 Démarches auprès des concessionnaires et autres

L'entrepreneur doit effectuer toutes les démarches auprès des services publics (services concessionnaires, services communaux, voirie, police, etc.) en vue de l'exécution de ses travaux (occupation de voie publique, coupure ou détournement de réseaux, etc.). Il aura à sa charge tous les frais en résultant.

### 6.3 SERVITUDES DU CHANTIER

#### 6.3.1 CONTRAINTES PARTICULIERES

Les entreprises prendront en compte toutes les précautions et suggestions accessoires inhérentes aux servitudes du site, de l'environnement, du voisinage et des ouvrages ou installations techniques à préserver et feront en sortes de limiter les nuisances du chantier. Sont à considérer notamment :

##### 6.3.1.1 Protection des existants suivant SPS

La protection des murs voisins pendant les travaux. Maintenir le niveau des terres actuelles contre les murs voisins afin de ne pas les déstabiliser. Se conformer aux prescriptions du plan général de coordination du SPS.

##### 6.3.1.2 Nuisances sonores et poussières

La limitation des nuisances du chantier vis-à-vis des immeubles mitoyens ou voisins. Cela concerne les nuisances sonores, les poussières et l'encombrement du trottoir et de la voirie. Les entreprises devront notamment réaliser les travaux bruyants dans des plages horaires à définir en concertation avec le Maître d'Ouvrage.

##### 6.3.1.3 Accès et circulation

Les accès et la circulation des piétons de la rue devra rester normalement libre et praticable. Toutes précautions seront prises tant en façade avant, qu'en façade arrière, pour assurer la sécurité des personnes. Les entreprises feront leur affaire de toute injonction éventuelle émanant des pouvoirs publics.

##### 6.3.1.4 Installations de chantier

Les installations de chantier seront aménagées sur la parcelle du terrain. Les emprises inévitables sur le trottoir pour les approvisionnements, le chargement des bennes à gravois et les branchements divers seront de toute manière soumise aux autorisations administratives requises et aux droits y afférent.

Les entreprises devront le nettoyage des voies extérieures qui seraient salies. Le Maître d'Œuvre se réserve le droit de faire intervenir une entreprise de nettoyage extérieure si le nettoyage n'est pas assuré et à la charge du lot concerné.

## **6.4 REALISATION DES OUVRAGES**

### **6.4.1 OBLIGATION DES RESULTATS**

#### **6.4.1.1 Engagement pour la réalisation de l'ouvrage**

L'Entrepreneur exécute, comme étant inclus dans son prix, tous les travaux nécessaires au parfait achèvement des ouvrages complets de la description des ouvrages, dans le respect de l'obligation de résultat définie dans le présent dossier, et en coordination avec l'ensemble des entreprises titulaires des marchés dont les ouvrages viennent en interface avec les ouvrages décrits ci-après.

L'obligation de résultat est définie par le présent document.

Pour la réalisation de ces ouvrages, l'Entrepreneur est tenu de respecter les dispositions techniques, géométriques et architecturales définies dans les chapitres "Prescriptions générales et particulières" et "Description des ouvrages" du présent document, dans ses annexes et dans les plans. Les techniques et travaux nécessaires à l'achèvement parfait des ouvrages et dont la définition est omise dans le dossier, sont mis en œuvre par l'Entrepreneur dans le respect des obligations de résultat et des normes en vigueur.

Les plans joints au dossier marché représentent graphiquement les principes constructifs, structurels et architecturaux, en complément au présent document. Ils constituent la définition architecturale des éléments des ouvrages, à laquelle l'Entrepreneur est tenu de se conformer : paramètres géométriques, formes et dimensions, continuités et alignements, aspect des parties visibles. Ces plans sont des plans guides et ne font pas office de plans d'exécution. Les définitions techniques détaillées qu'ils contiennent et qui vont au-delà des principes exposés dans les chapitres "Description des ouvrages" ne sont qu'indicatives.

L'Entrepreneur du présent lot doit se reporter impérativement aux pièces générales du marché et ses annexes, et aux documents particuliers de chacun des lots, et en avoir une parfaite connaissance.

#### **6.4.1.2 Approbation des documents techniques**

Durant la période de préparation, l'entrepreneur doit établir et soumettre à la Maîtrise d'Œuvre et au Bureau de contrôle technique, toutes les études spéciales nécessaires au bon déroulement des travaux et les communiquer, après approbation, s'il y avait utilité, aux autres entreprises. Si plusieurs entreprises sont appelées à concourir à un même ouvrage, chacune desdites entreprises sera tenue de suivre l'ensemble des travaux et de s'entendre entre elles sur leur communauté pour l'établissement de plans à soumettre à la Maîtrise d'Œuvre pour accord.

Ces documents seront soumis à la Maîtrise d'Œuvre au moins vingt jours avant mise en exécution, afin de permettre de les contrôler et de les rectifier, mais ne pourront en aucune façon modifier le projet sans approbation de la Maîtrise d'Œuvre. Le nombre d'exemplaires des documents à fournir est indiqué par la Maîtrise d'Œuvre dès l'ouverture du chantier. Après acceptation de la Maîtrise d'Œuvre, l'entrepreneur doit tous les exemplaires suffisants des documents pour transmission aux différentes entreprises intéressées par ceux-ci sous sa propre responsabilité.

L'entrepreneur de Gros-Oeuvre doit fournir les plans à tous les corps d'état concernés pour reports des réservations, trous, taquets, percements, etc...

#### **6.4.1.3 Marques - modèles - échantillons - coloris**

Chaque fois qu'un article est défini avec un type et marque précis (en général plusieurs marques possibles sont citées) l'entreprise devra répondre en solution de base avec l'un des produits décrits.

Dans tous les cas les caractéristiques des matériels devront apparaître dans la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) et devront être techniquement et esthétiquement équivalent. Le Maître d'Ouvrage, et (ou) son représentant, le Maître d'Œuvre, notifieront par écrit l'acceptation ou le refus des modifications demandées.

Les références de matériaux des matériaux, marques et des fournisseurs sont données à titre indicatif.

Tous produits non soumis à l'agrément de l'Architecte sont réputés refusés d'avance.

Les produits préconisés par le CCTP seront également présentés sous forme d'échantillons.

Les variantes et options décrites dans les C.C.T.P. doivent être obligatoirement chiffrées. Des variantes peuvent être proposées par les entreprises. Elles doivent être clairement décrites et comprendront toutes les suggestions et répercussions sur les autres corps d'état. Elles ne pourront être prises en compte que dans la mesure où les entreprises auront répondu au dossier de base.

Les entreprises qui proposent un produit s'engagent sur le résultat demandé au C.C.T.P.

Si elles ne peuvent justifier de l'obtention des valeurs seuils de la note RT, elles doivent remplacer sans aucune variation de prix le produit qu'elles ont prévu par un produit correspondant aux exigences et aux normes en vigueur.

Les entrepreneurs devront présenter pendant la période de préparation, à la date fixée par le Maître d'Œuvre, un échantillonnage du matériel retenu, ainsi que tous les prototypes de matériels fabriqués qui lui seront demandés.

Ces échantillons resteront exposés jusqu'à la fin du chantier.

En complément, les entreprises devront demander à l'Architecte de définir le choix des coloris avant toute commande. Elles ne pourront arguer de retard si leur commande n'a pas été faite assez tôt (en fonction des délais).

## 6.5 DOCUMENTS A FOURNIR PAR L'ENTREPRENEUR

### 6.5.1 A la remise de l'offre

#### **Documentations et fiches techniques :**

L'Entrepreneur joint à son offre la documentation complète et les fiches techniques détaillées des matériaux et fabrications proposés répondant aux spécifications du présent document.

#### **Produits retenus :**

L'Entrepreneur joint à son offre la liste détaillée et complète des produits qu'il aura retenus y compris ceux figurant en base dans le C.C.T.P. de consultation.

### 6.5.2 A la mise au point du marché : documents complémentaires éventuels

Les documents complémentaires, éventuellement demandés par le Maître d'Œuvre ou le Maître d'Ouvrage, sont fournis par l'Entrepreneur en nombre suffisant et sous la forme requise, avec toutes précisions nécessaires, conformément aux prescriptions du CPS.

### 6.5.3 Pendant la période de préparation: remise de documents de l'entreprise

Pendant la période de préparation et avant tout commencement d'exécution, l'ensemble des documents établis par l'Entrepreneur est soumis à l'avis du Maître d'Œuvre. Le visa du Maître d'Œuvre n'enlève pas à l'Entrepreneur la responsabilité de la conformité des ouvrages aux plans du marché. Le plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) doit être soumis à l'avis du coordonnateur SPS après la visite d'inspection commune préalable à toute intervention sur le site.

### 6.5.4 Etablissement de plans d'exécutions, d'atelier et de réservations

La Maîtrise d'Œuvre définit les principes fonctionnels des ouvrages, les plans d'exécution et d'atelier et les notes de calcul sont à la charge de l'entrepreneur. L'entrepreneur établit à ses frais tous les plans des ouvrages y compris les plans dits d'atelier et de chantier (façonnage et fabrication) avec les nomenclatures correspondantes, les notes de calculs, les détails et épures, les caractéristiques des matériels proposés, tous documents indispensables à la parfaite définition et exécution des ouvrages et à la mise en œuvre coordonnée de l'ensemble des ouvrages impliqués.

L'entrepreneur du lot GROS OEUVRE réalisera ses plans d'exécution en tenant compte des réservations des autres corps d'état dont il fera la synthèse.

L'entrepreneur devra réaliser les plans d'exécution et les plans de réservations en coordination avec les autres corps d'état.

Il dressera ces documents à un temps suffisant pour ne pas retarder le déroulement des travaux et les soumettra à l'approbation du Maître d'Ouvrage et des différents Bureau d'Etudes auxquels il les diffusera gratuitement. La Maîtrise d'Œuvre se réserve le droit de demander à l'entreprise toutes les justifications complémentaires. Il se réserve également le droit de lui faire supporter toutes rectifications ou modifications sur le dossier d'exécution soumis à l'acceptation dans le cas de non-conformité au projet architectural.

L'entrepreneur ne pourra arguer de ces rectifications ou modifications pour motiver un retard dans l'exécution des ouvrages. L'entrepreneur se conformera aux rectifications que la Maîtrise d'Œuvre et le bureau de contrôle jugeront utile d'apporter à ces dessins et en tenir compte dans l'exécution des ouvrages. La vérification des plans par la Maîtrise d'Œuvre et le bureau de contrôle ne saurait en rien diminuer la responsabilité de l'entrepreneur.

Les entrepreneurs doivent l'implantation de leurs ouvrages.

Les entreprises devront garder à jour un tableau de fourniture de plan et d'échantillons (fourniture, date, etc...)

Les entreprises devront fournir un bordereau de prévision de production de documents d'exécution.

En aucun cas, les entreprises ne devront effectuer des commandes de matériaux et matériels, ou entreprendre des travaux, sans que les Maîtres d'Ouvrage, Maîtres d'œuvre, Bureau de Contrôle et Coordinateur SPS n'aient formulé un bon pour exécution définitif.

Le Maître d'Ouvrage sera destinataire pour information de tous les documents.

Le délai de trois semaines écoulées, vaut accord tacite sur les documents transmis aux intéressés ci-dessus.

Et cela avant mise en fabrication.

### 6.5.5 Établissement des plans des ouvrages exécutés

Les entreprises devront la fourniture des plans des ouvrages exécutés (DOE) en fin de chantier.

Le nombre d'exemplaire sera à déterminer par le Maître d'Œuvre.

### 6.5.6 Modifications en cours de travaux

Les différences plus ou moins légères de cotations, modifications dues à des mises au point ou découlant des besoins de mise en œuvre, etc., ne pourront en aucun cas, être considérées comme ouvrant droit à demande de supplément. Si avant exécution, des modifications d'implantation, de distribution, de parcours, de canalisations, sont jugées nécessaires pour des raisons techniques ou si elles découlent des besoins de mise en œuvre ne pourront, également, prétendre à supplément.

L'exécution des ouvrages respectera rigoureusement les indications des documents d'exécution approuvés.

## 7 INSTALLATIONS

### 7.1 INSTALLATION DE CHANTIER

L'installation générale de chantier (voix d'accès, clôtures, zone cantonnement, sanitaires, bureau, bennes, etc...) sera prévue par le lot principal : LOT COUVERTURE - BARDAGE - ETANCHEITE.

L'entreprise devra fournir un plan d'installation de chantier pour approbation.

L'entreprise du lot ELECTRICITE aura à sa charge l'alimentation provisoire de chantier (éclairage, coffret de prises, leurs alimentations ainsi qu'un compteur ou sous-compteur). Il est rappelé que l'alimentation générale arrive dans le TGBT. Il aura également à sa charge le raccord de l'ensemble des appareils sur une alimentation et sur les armoires divisionnaires.

L'entreprise du lot CHAUFFAGE - GAZ - VENTILATION - PLOMBERIE aura à sa charge l'alimentation en eau du chantier avec mise en place d'un robinet de puisage.

L'entreprise du présent lot devra prévoir les installations propres à l'exécution de ces ouvrages. Sur ce plan devront figurer les aires de stockage des matériaux, le stationnement éventuel d'engins etc...

Après approbation, suite aux modifications éventuelles, l'entrepreneur devra se conformer à ce plan durant toute l'exécution des travaux, ceci en harmonie avec le P.G.C.

#### 7.1.1 Base vie

Se reporter au Plan d'installation de chantier et mis à jour par l'entreprise du lot principal en tenant compte des besoins des divers intervenants. L'entrepreneur doit présenter à la maîtrise d'ouvrage, la Maîtrise d'Œuvre et au Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé, dans un délai de dix jours suivant la notification du marché, le projet de ses installations de chantier. Ce projet doit tenir compte des échelonnements des travaux, des surfaces à réserver éventuellement aux stockages des terres de déblais, du nombre d'intervenants.

L'entrepreneur du lot principal est chargé de l'installation générale du chantier comportant tous les ouvrages nécessaires à l'ouverture du chantier, comprenant :

- La location, l'installation et l'entretien des baraques de chantier pour l'ensemble des autres entreprises pendant toute la durée du chantier de tous les corps d'état.
- L'installation de Sanitaires de chantier et d'une salle de réunion
- L'entretien et l'équipement d'un local de chantier, comportant une pièce destinée aux réunions de chantier, bureaux et équipements destinés à la Maîtrise d'Œuvre et la Maîtrise d'Ouvrage, et occasionnellement au CSPS. Ces locaux sont convenablement chauffés, ventilés et éclairés, les bureaux destinés à la maîtrise d'Œuvre comportent une installation de téléphone, un photocopieur, et mobilier de bureaux, pendant la durée des travaux
- Les consommations et entretien des locaux de chantier sont gérés par le LOT COUVERTURE - BARDAGE - ETANCHEITE.
- Compris tout démontage des installations ci-dessus suivant planning et remise en état des abords et des chaussées.

Il devra en outre l'affichage permanent des plans d'exécution (y compris les modificatifs), leur remplacement en cas de substitution par des entreprises. En outre il devra une armoire fermant à clé pour le rangement de documents et échantillons. Il fournira les clés nécessaires et étiquetées (porte bungalow et armoire) en 5 exemplaires :

- 1 pour le représentant de l'entreprise principale
- 1 pour l'O.P.C.
- 1 pour le Maître d'Œuvre
- 1 pour le CSPS
- 1 pour le Maître d'Ouvrage.

Compris tout démontage ou transfert des installations ci-dessus suivant planning et remise en état des abords et chaussées.

#### 7.1.2 Panneaux de chantier

Les panneaux de chantier seront proposés par l'entreprise et soumis à l'approbation du Maître d'Ouvrage et à l'Architecte.

L'entreprise du principal devra la fourniture et la mise en place dans les conditions ci-après :

- L'entrepreneur aura à sa charge la fourniture, le transport et la pose d'un panneau de chantier réalisé en couleur avec toutes les indications et logos demandés par le Maître d'Ouvrage
- L'ensemble de ces éléments sera solidement fixé sur des bastaings contreventés et plots bétons.

#### 7.1.3 Clôture de chantier

Les clôtures de chantier sont mise en place par le lot principal et laissées pendant toute la durée des travaux pour tous les corps d'états.

Conformément aux prescriptions portées dans le PGC du coordonnateur SPS. Cette clôture sera constamment révisée par le lot principal pour son maintien en bon état durant tout le chantier.

#### 7.1.4 Entretien et nettoyage

L'entrepreneur du lot principal doit entretenir les locaux communs du chantier et les voiries d'accès durant l'ensemble de la réalisation des travaux. Le nettoyage final sera au lot PLATRERIE - PEINTURE.

Chaque entreprise sera responsable de ces déchets et de leur évacuation et traitement.

Tous les entrepreneurs doivent concourir à la propreté du chantier et faire assurer le nettoyage de leurs ouvrages.

Ils devront, chaque semaine et en tout cas pour les rendez-vous de chantier, le nettoyage et l'enlèvement des gravois, débris et emballages de toutes natures.

Dans le cas où il serait constaté une carence des entreprises pour l'exécution des nettoyages, le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'oeuvre se réservent le droit de faire appel à une entreprise pour les réaliser à leur place.

Les entreprises devront prendre toutes les précautions afin d'éviter de salir la voie publique après le passage des engins et camions. Leur attention est attirée, à cet effet, sur le paragraphe IV de l'article 471 du Code Pénal relatif au nettoyage des trottoirs et chaussées souillés par les engins.

En fin de chantier, l'entrepreneur du lot principal devra la remise en état complète des lieux utilisés pour les besoins du chantier.

### 7.1.5 Utilisation d'échafaudages

Chaque entreprise devra prévoir ses échafaudages et ses moyens de levage éventuels nécessaires à la réalisation de l'ensemble de ces travaux, et à la sécurité de son personnel. Elle prendra toutes les dispositions afin d'obtenir les autorisations administratives nécessaires.

#### Procès-verbal de réception :

Au regard de l'arrêté du 21 décembre 2004 relatif aux vérifications des échafaudages, le chef d'établissement dont le personnel utilise un échafaudage est tenu à l'exécution des vérifications pertinentes. Il doit mettre à disposition des personnes chargées des vérifications, les documents adéquats tels que plans et instructions de montage, démontage, stockage, etc. Il doit également mettre par écrit les personnes qualifiées pour l'utilisation de ce poste de travail. Le procès-verbal de réception doit être établi par un établissement indépendant à l'entreprise.

#### Utilisation commune :

Lorsqu'un échafaudage est utilisé par plusieurs entreprises, sur un même site et dans la même configuration, il n'est pas nécessaire que chaque chef d'entreprise réalise les vérifications avant mise en service. Par contre toute entreprise souhaitant utiliser les postes de travail par échafaudage doit en avoir l'autorisation expresse et écrite du responsable de crédit échafaudage avec copie au Maître d'Ouvrage. Les frais d'éventuels utilisations communes sont à débattre entre les entreprises utilisatrices et à la charge de celles-ci.

## 7.2 FRAIS INTER-ENTREPRISES

### 7.2.1 Norme compte prorata

Une convention inter-entreprises sera mise en place pour les dépenses communes à la vie du chantier telles que, électricité, dispositifs à la sécurité des ouvriers, installations sanitaires, dépenses de treuil, etc. La convention sera de type AFNOR : norme NF P 03-001, annexes A & B. Le contrôle des dépenses sera assuré par l'Architecte et les entrepreneurs prendront en considération le coût du compte.

Ce compte sera géré par le lot COUVERTURE - BARDAGE - ETANCHEITE.

L'entreprise assurera le nettoyage des circulations et abords de chantier. (frais répartis au compte prorata)

En cas de manquement d'une entreprise, le Maître d'Œuvre ou le coordonnateur pourront demander à l'entreprise du lot COUVERTURE - BARDAGE - ETANCHEITE de procéder au nettoyage aux frais de l'entreprise défaillante si les gravois sont identifiables.



## 8 TEXTES REGLEMENTAIRES, NORMES ET DOCUMENTS TECHNIQUES

L'ensemble des ouvrages devront répondre aux prescriptions techniques réglementaires et fonctionnelles des textes officiels parus jusqu'à la remise des prix et notamment :

### 8.1 LES REGLES DE L'ART

#### 8.1.1 Provenance et qualité des matériaux

Sauf dérogations apportées par le Devis Descriptif, tous les matériaux seront neufs et de première qualité, mis en œuvre suivant les règles de l'Art.

Ils porteront l'estampille NF toutes les fois où la catégorie de matériel correspondante fait l'objet de l'attribution d'un label de qualité.

L'Entrepreneur est tenu de produire, à la demande du Maître d'Œuvre, toutes justifications sur la provenance et la qualité des matériaux. La soumission de l'Entrepreneur doit prendre en compte toutes les redevances à des Brevets et il ne pourra y avoir de réclamation à ce sujet.

Dans le cadre du dossier d'interventions ultérieures sur l'ouvrage, l'entrepreneur est tenu de transmettre au coordonnateur SPS toutes les documentations et fiches techniques des produits et matériaux mis en œuvre dans la construction de l'ouvrage. Ces documents doivent comporter les garanties, les fréquences, les méthodes d'entretien et d'intervention.

#### 8.1.2 Documents de références

##### Documents Techniques Unifiés (DTU)

L'entrepreneur, par le fait de soumissionner, devra se conformer aux cahiers des charges des normes et DTU, les règles de calcul DTU publiés par le C.S.T.B. ainsi que leurs annexes, modificatifs, additifs ou errata.

Les Cahiers des Clauses Spéciales (C.C.S.) rattachés aux O.T.U., et les mémentos pour la conception publiés par le C.S.T.B.

Toutes dérogations devront faire l'objet d'un accord du Maître d'Ouvrage et de la Maîtrise d'Œuvre.

La valeur de ces textes sera la date de délivrance du permis de construire.

##### Les Cahiers des Clauses Techniques Générales (CCTG)

L'entrepreneur devra respecter les fascicules du Cahier des Clauses Techniques Générales en vigueur au moment de la délivrance du permis de construire.

L'entrepreneur devra respecter les réglementations sanitaires auquel relève la commune où est implanté l'opération.

### 8.2 LES NORMES

#### 8.2.1 LES NORMES FRANCAISES

Tous les procédés, matériaux et composants nouveaux, dont la fabrication ou la mise en œuvre non traditionnelles échappent aux C.C. - D.T.U. devront posséder un avis technique favorable en cours de validité, délivré par le Centre Scientifique et Technique du Bâtiment (C.S.T.B.). Ces avis techniques devront être communiqués au Maître d'Ouvrage, avant l'emploi des matériaux et des Procédés correspondants, pour approbation.

Dans le cadre du devis descriptif, les entrepreneurs emploieront, ou pourront proposer des matériaux ou procédés de construction échappant au C.C.T.G. ou autres documents cités ci-dessus. Dans ce cas, l'entreprise devra présenter aux Maîtres d'Ouvrage et d'Ouvre. le Cahier des Charges du fabricant et une attestation de l'assurance conjointe fabricant/poseur propre au chantier couvrant sa responsabilité, décennale ou biennale, propre à l'objet concerné. Après étude de ces documents l'approbation, par les Maîtres d'Ouvrage et d'Ouvre des produits et travaux proposés, rendra contractuels les Cahiers des Charges des fabricants qui devront être strictement respectés.

Toutes les règles techniques d'organismes compétents à caractère officiel (comme le U.T.I., C.S.T.B., ...).

Tous les textes législatifs et administratifs (lois, ordonnances, règlements, circulaires, arrêtés, décrets...) nationaux, départementaux et municipaux, en particulier les textes relatifs à la sécurité contre l'incendie.

Les travaux faisant l'objet du présent marché seront conformes aux normes et règlements en vigueur le premier jour du mois d'établissement des prix.

Les prescriptions de mise en oeuvre et les caractéristiques de dimensions, de formes, de qualité des matériaux employées dans les ouvrages, ou entrant dans la composition des produits confectionnés employés, seront celles du Cahier des Clauses techniques Générales (C.C.T.G. Décret n°93-446 du 23 mars 1993).

Pour les présents travaux, le C.C.T.G. est complété par les documents suivants, qui sont donc rendus contractuels :

- Tous les Cahiers des Charges des Documents Techniques Unifiés (C.C. - D.T.U.) et Cahiers des Clauses Spéciales (C.C.S. - D.T.U.) parus au premier du mois d'établissement des prix, même s'ils ne figurent pas au C.C.T.G.
- Toutes les Normes Françaises (NF) homologuées : les produits manufacturés bénéficiant d'une marque de conformité aux NP homologuées devront être utilisés en priorité
- Tous les procédés, matériaux et composants nouveaux, dont la fabrication ou la mise en oeuvre non traditionnelles échappent aux C.C. - D.T.U. devront posséder un avis technique favorable en cours de validité, délivré par le Centre Scientifique et Technique du Bâtiment (C.S.T.B.). Ces avis techniques devront être communiqués au Maître d'Ouvre, avant l'emploi des matériaux et des Procédés correspondants, pour approbation.

Dans le cadre du devis descriptif, les entrepreneurs emploieront, ou pourront proposer des matériaux ou procédés de construction échappant au C.C.T.G. ou autres documents cités ci-dessus. Dans ce cas, l'entreprise devra présenter aux Maîtres d'Ouvrage et d'Ouvre le Cahier des Charges du fabricant et une attestation de l'assurance conjointe fabricant/poseur propre au chantier couvrant sa responsabilité,



décennale ou biennale, propre à l'objet concerné. Après étude de ces documents l'approbation, par les Maîtres d'Ouvrage et d'Oeuvre, des produits et travaux proposés, rendra contractuelle les Cahiers des Charges des fabricants qui devront être strictement respectés.

L'entrepreneur devra respecter les normes françaises pour l'exécution de ses ouvrages et chaque matériau faisant référence à une de ces normes devra être estampillé NF.

#### 8.2.1.1 Avis techniques et ATEX

Les avis techniques, les cahiers du centre technique du bois et les cahiers des charges ou procédure expérimentale spécifique (ATEX) pour l'exécution des ouvrages non traditionnels.

Les normes : les normes françaises homologuées : Tous les produits (matériaux et équipements) pour lesquels des normes NF existent devront être homologues NF.

#### 8.2.1.2 Les classements aux labels décernés par les organisations de certification spécialisées

- |             |                                      |
|-------------|--------------------------------------|
| - ACERMI    | - isolants thermiques                |
| - MERUC     | - enduits monocouches                |
| - F .I. T   | - complexes d'étanchéité             |
| - CTB CI    | - charpentes industrialisées en bois |
| - UPEC      | - revêtements plastiques -carrelages |
| - ACOTHERM  | - fenêtres P.V.C.                    |
| - CEKAL     | - vitrages isolants                  |
| - FASTE     | - blocs-portes intérieurs            |
| - ACERFEU   | - produits de désenfumage            |
| - QUALICOAT | - laquage sur profilés métalliques   |
| - QUACANOD  | - anodisation (aluminium)            |
| - CTB       | - Bois + Traitement des bois         |

### 8.2.2 LES NORMES EUROPEENNES

#### 8.2.2.1 Les normes CE et EN

##### Normes estampillées CE.

L'entrepreneur devra respecter les normes européennes (Eurocodes) pour l'exécution de ses ouvrages et chaque matériau faisant référence à une de ces normes devra être estampillé CE.

##### Normes Européennes EN.

Dans le catalogue AFNOR, toutes les normes européennes sont reprises dans la collection des normes françaises, avec la référence NF EN. Elles annulent et remplacent les normes nationales en contradiction.

Les Eurocodes :

- Eurocode 0: Bases de calcul des structures (EN 1990)
- Eurocode 1: Actions sur les structures (EN 1991)
- Eurocode 2: Calcul des structures en béton (EN 1992)
- Eurocode 3: Calcul des structures en acier (EN 1993)
- Eurocode 4: Calcul des structures mixtes acier-béton (EN 1994)
- Eurocode 5: Conception et calcul des structures en bois (EN 1995)
- Eurocode 6: Calcul des ouvrages en maçonnerie (EN 1996)
- Eurocode 7: Calcul géotechnique (EN 1997)
- Eurocode 8: Calcul des structures pour leur résistance aux séismes (EN 1998)
- Eurocode 9: Calcul des structures en aluminium (EN 1999)

### 8.2.3 LES NORMES INTERNATIONNALES

#### 8.2.3.1 Les normes iso

Ces normes n'ont toutefois qu'une influence marginale, mais seront appréciées par le Maître d'Ouvrage pour des productions avec ce label.

### 8.2.4 CODES ET REGLEMENTS

#### 8.2.4.1 Règlements

Les Codes et règlements à observer pour l'exécution des ouvrages, seront ceux normalement utilisés par la profession et plus particulièrement :

- Le code de l'Urbanisme
- Le code de la construction et de l'habitation
- Les Règles de l'Art
- Les Normes Françaises (NF) et Européennes (EN) homologuées
- Les Cahiers des Charges des DTU (Documents Techniques Unifiés) et de leurs additifs publiés par le CSTB avec les différentes mises à jour et annexes
- Les Cahiers des Clauses Spéciales des DTU, les règles des D.T.U.
- Les Règles Professionnelles
- Éventuellement les ATEC, ATX ou ETN
- La Nouvelle Réglementation Acoustique (NRA)
- La Réglementation Thermique (RT 2012)

- Documents techniques COPREC n° 1 et n° 2 "Contrôle technique des ouvrages" publiés au supplément 82.51 Bis de Décembre 1982 du Moniteur
- Les lois, décrets, arrêtés, circulaires et recommandations intéressant la construction
- Le code du travail (livre 2)
- Le code général des collectivités territoriales (livre 2)
- Le code de l'environnement (partie législative)
- Les règlements de sécurité
- Les réglementations incendie
- Les réglementations PMR
- Loi du 11 février 2005 relatif à l'accessibilité des personnes handicapées
- La note de sécurité
- Les prescriptions de la santé publique
- Le règlement sanitaire duquel relève la commune où est implantée l'opération, objet du présent marché
- Les avis des Bâtiment De France
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales pour les travaux en marchés publics. Arrêté du 8 septembre 2009
- Le résultat de la campagne de sol
- Les remarques du permis de démolir
- Les attendus du permis de construire
- La note de sécurité
- Les avis du coordonnateur de sécurité existants ou à venir
- Les avis et observations du contrôleur technique existants ou à venir
- Référence aux marques dans le CCTP (marchés publics).

Pour tous les documents énoncés ci-dessus, il est retenu la dernière édition publiée à la date des pièces écrites du marché de travaux. L'Entrepreneur est tenu de signaler au Maître d'Œuvre toute contradiction entre les documents cités ci-dessus et le projet (plans, Devis Descriptifs, etc...).

Les procédés et matériaux non traditionnels, non régies par les documents de référence cités ci-dessus doivent obligatoirement, lorsque ceux-ci sont instruits et prononcés par un groupe spécialisé du CSTB, posséder un Avis Technique ou un ATEX ("Appréciation Technique d'Expérimentation" pour les produits récents).

## 9 HYPOTHESES ET ETUDES PREPARATOIRES

### 9.1 Bases de calculs

**Sismicité :**

- Les constructions neuves sont assujetties aux règles parasismiques, Zone Sismique 2

**Neige et vent :**

- Neige : classement région A2
- Vent : classement région 2, *site normal*

**Règles thermiques :**

- Le site est classé en zone climatique H1.

**Acoustique :**

- Les entreprises auront à leur charge la coordination, aussi bien le niveau des études d'exécution, que de la réalisation entre les différentes parties d'ouvrages pour atteindre les objectifs cités.

**Diagnostics techniques :**

- Les diagnostics techniques joints annexe ne sont pas contractuels, ils sont donnés à l'Entreprise à titre purement indicatif pour l'aider dans la mise au point de son offre.
- Les entreprises devront par une visite sur les lieux et par leur propre compétence valider ou apporter les modifications qu'elles jugeraient utiles aux conclusions contenues dans ces documents.

### 9.2 Réservations, percements et scellements

Les entreprises adjudicataires devront donner au lot GROS OEUVRE leurs réservations afin que ce dernier puisse les réaliser.

### 9.3 Sécurité incendie

**Classement de l'établissement**

L'entreprise prendra connaissance du Rapport de Sécurité de Méthodes et Coordination.

**Notice Sécurité Incendie**

Il est rappelé que dans le cadre du marché de travaux, l'entrepreneur doit mettre en œuvre des matériaux, produits et composants de construction qui doivent être conformes aux prescriptions contractuelles pour ce qui est de leur provenance et de leur qualité, caractéristiques et performances.

Dans le cadre de cette obligation, l'entrepreneur devra pour tous les ouvrages de son marché, concernés par la réglementation "sécurité incendie" ( brochure n° 1011 ) s'assurer en temps voulu que tous les matériaux, produits et composants de construction ainsi que leur mise en oeuvre répondent bien à la réglementation.

L'entrepreneur devra, le cas échéant, signaler aux concepteurs par écrit, toutes remarques et observations qu'il aurait à formuler à ce sujet.

Se reporter aux observations sur plans et à la notice de sécurité visant notamment :

- Les stabilités au feu des éléments porteurs et autoporteurs
- Les coupe-feu des planchers et voiles en partie courante
- Les surcharges d'exploitation
- Les résistances mécaniques et caractéristiques géométriques des voies pompiers
- Conformément à ces indications respecter le D.T.U. feu avril 1980

**Classement au feu**

Les éléments de construction pour lesquels un classement de résistance ou de réaction au feu est requis par la réglementation en vigueur devront faire l'objet d'un procès-verbal d'essai d'un laboratoire officiel.

### 9.4 Assurances, procédés non traditionnels

En plus de ses assurances Responsabilité Civile et effondrement en Cours de chantier, l'entreprise devra être assurée au titre des garanties décennales et biennales.

Elle devra souscrire également une assurance Tous Risques Chantiers (TRC) sur la durée totale de son intervention, de la prise en possession des lieux jusqu'à la livraison finale.

Lorsqu'elle sera amenée à utiliser des matériaux ou des procédés non traditionnels (ceux-ci relevant des DTU), elle devra, un mois avant mise en oeuvre sur chantier, fournir au Maître d'Œuvre et au Bureau de Contrôle:

- Soit un avis technique
- Soit une assurance spéciale qui doit être acceptée par le Bureau de Contrôle. Démolitions pour défaut de réalisation.

Les ouvrages ou parties d'ouvrages présentant des défauts ou manquements vis à vis des exigences définies dans le C.C.T.P. seront, sur simple injonction du Maître d'Œuvre, immédiatement démolis par l'entrepreneur responsable à ses frais.

### 9.5 Présentation des échantillons

Une présentation complète des échantillons sera réalisée en tout début de la période de préparation et dans des délais compatibles avec le délai global. L'entreprise devra également réaliser une nomenclature exhaustive des matériels, matériaux et teintes mis en place sur le chantier. Deux points afin que le Maître d'ouvrage puisse entériner les dispositions d'aménagements prévus, nature des prestations ainsi que la qualité de la réalisation.

Cet accord du Maître d'Ouvrage devra être obtenu avant toute passation de commande par les entreprises des matériaux et appareillages à mettre en œuvre.

#### **9.6 Opérations préalables à la réception**

Les OPR s'entendent essais réalisés et vérifications du bureau de contrôle effectuées. Le planning détaillé établi par les entreprises devra intégrer les délais particuliers et réalistes pour ces OPR.

La mission du bureau de contrôle et de la maîtrise d'œuvre consiste aux contrôles sur chantier, aux OPR.

Si les, ou certains essais des OPR sont défavorables, les entreprises devront effectuer les travaux pour satisfaire aux exigences, et ce avant que le bureau de contrôle et la maîtrise d'œuvre effectuent une vérification finale. Si les essais donnent encore des résultats non satisfaisants, les entreprises prendront à leur charge les frais des essais ultérieurs.

#### **9.7 Garanties particulières**

Les éléments constitutifs du clos/couvert, des revêtements des façades seront garantis 10 ans. Les peintures extérieures et les protections anti-rouilles des structures et ouvrages métalliques réalisées sur le chantier seront garantis 5 ans.

Les plantations et espaces verts seront garantis 1 an, avec obligation de remplacer les arbres ou arbustes qui n'ont pas pris.

#### **9.8 Dossier des ouvrages exécutés**

Les entreprises devront fournir au moment des opérations préalables à la réception de leur dossier des ouvrages exécutés en 6 exemplaires (dont 1 reproductible) et un sur CD ROM, et qui comprendra :

- Les plans de recollement
- Les notices de fonctionnement et d'entretien
- La nomenclature des appareillages mis en œuvre dans les installations avec mention de leurs marques types et références
- Pour les matériaux et équipements spécifiques, les coordonnées du fabricant ou des fournisseurs
- Les Procès- Verbaux des essais de réaction ou résistance au feu des différents matériaux mis en œuvre suivant demande du Bureau de Contrôle et des Services de Sécurité.

L'ensemble de ces documents sera présenté dans un seul et même dossier avec un bordereau récapitulatif des pièces.

De plus, l'ensemble des documents (plan signalétique et repérage, PV de classement du feu, etc...) devront être remis 15 jours au moins avant le passage de la commission de sécurité.

## 10 CONDITIONS D'EXECUTION DES TRAVAUX

### 10.1 Organisation et phasage des travaux

Le présent article a pour objet de définir les dispositions générales relatives à l'organisation et au déroulement des travaux, conformément au phasage d'exécution établi par la maîtrise d'œuvre et représenté sur le plan de PHASAGE TRAVAUX joint au dossier de consultation.

Ce phasage vise à garantir :

- La continuité de fonctionnement du site de la Direction Interdépartementale des Routes du Massif Central - CEI de Saint Flour
- La sécurité du personnel, des usagers et des intervenants
- La coordination entre les différents lots, notamment dans le cadre des opérations de désamiantage et de réhabilitation des toitures.

Les entreprises sont tenues de respecter strictement les périodes et séquences d'intervention suivantes :

- Phase 1 : Bâtiment D du 01/06/2027 au 29/07/2027
- Phase 2 : Bâtiment C du 25/09/2026 au 18/12/2026
- Phase 3 : Bâtiment A du 04/01/2027 au 24/03/2027
- Phase 4 : Bâtiment B du 25/03/2027 au 31/05/2027
- Phase 5 : VRD du 30/07/2027 au 30/09/2027

Les dates indiquées sont données à titre prévisionnel et pourront être ajustées par la maîtrise d'œuvre en fonction de l'avancement global du chantier et des contraintes techniques rencontrées.

Chaque entreprise devra planifier ses interventions en cohérence avec le phasage ci-dessus et avec les autres lots concernés.

Aucun chevauchement de phase ne sera autorisé sans accord formel de la maîtrise d'œuvre.

Les entreprises devront assurer la mise en place de toutes les mesures nécessaires à la sécurisation des zones en travaux et au maintien de l'exploitation du site pendant toute la durée des opérations.

Les accès, stockages et circulations internes seront coordonnés en amont avec la maîtrise d'œuvre et le représentant du maître d'ouvrage.

Toute demande de modification du phasage ou de la durée d'intervention devra être formulée par écrit et soumise à validation préalable.

### 10.2 Visite sur site

L'entreprise prendra contact avec le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre pour visiter le chantier avant de rendre son offre.

L'entrepreneur a l'obligation de procéder à une visite afin d'apprécier sous sa responsabilité, les difficultés, les sujétions de nature, volumes, dimensions et moyens lui permettant d'établir un prix forfaitaire.

Au cours de cette visite, il prendra en compte notamment :

- Les contraintes du site (accès, circulations, bâtiments existants, avoisinants, etc.)
- Les possibilités de mode opératoire de réalisation des travaux
- Les contraintes de tri, de stockage ou de réemploi des déchets sur site
- Les contraintes de transport et de traitement des déchets
- Etc... Liste non exhaustive.

L'entreprise devra remettre avec son offre une attestation de visite.

### 10.3 Constat d'huissier

Un constat d'huissier sera établi en début et en fin de chantier sous la responsabilité de l'entreprise titulaire du marché du lot COUVERTURE - BARDAGE - ETANCHEITE.

Dans le cas d'opération à risques, le Maître d'Ouvrage pourra décider que le constat d'huissier soit remplacé par un référé préventif.

Pour sa part, l'entrepreneur du lot principal pourra proposer au Maître d'Ouvrage l'utilisation de cette procédure s'il le juge nécessaire.

En cas de réclamation d'un tiers avant réception, un constat identique sera effectué en fin de chantier.

Le constat portera sur : les voiries d'accès au chantier, lampadaires, trottoirs, bordures, les bâtiments mitoyens.

En règle générale toute zone de circulation, d'évolution, tous bâtiments concernés par les travaux.

### 10.4 Plans et devis

Chaque entrepreneur reprendra, sur place, les cotes de ses ouvrages. Cette opération sera sous sa responsabilité.

Sauf les dessins à grandeur d'exécution, aucune cote ne devra être prise à l'échelle.

Chaque entrepreneur fera préciser, au Maître d'Œuvre, les cotes qui lui feront défaut.

Chaque entrepreneur doit comprendre dans son offre les trous, scellements et raccords nécessaires à l'exécution des ouvrages.

### 10.5 Protections des ouvrages

Chacun des entrepreneurs devra la protection des ses ouvrage en cours de chantier et devra, en outre, veiller à ce que les ouvrages ne soient pas cause de dégradation des travaux des autres corps d'état. Toutes les détériorations et dégradations qui apparaîtraient en cours de chantier seront réparées par l'entrepreneur titulaire du lot principal.

Tous les matériaux sensibles aux agents atmosphériques seront stockés à l'abri des intempéries, de l'humidité, du soleil et suivant les cas. Tout élément ayant subi des détériorations ou des phénomènes incompatibles, à sa mise en oeuvre devra être immédiatement évacué du chantier.

Tous les ouvrages seront soigneusement protégés en cours de chantier, et en particulier les seuils, bandeaux, appuis et ouvrages similaires qui risquent des épaufures.

Les matériaux et matériels dangereux (incendie explosion etc..) devront faire l'objet d'un plan de stockage agréé par le SPS et l'Architecte (local séparé).

Les surfaces finies d'ouvrages métalliques, les surfaces laquées, anodisées, etc., seront protégées par des bandes adhésives, des vernis préalables, solubles ou autres pouvant être enlevés facilement en fin de travaux.

## 10.6 **Reception des supports**

Chaque entrepreneur est tenu de réceptionner les supports sur lesquels il doit intervenir. Il devra faire toutes les réserves et observations s'il y a lieu. L'exécution de ses travaux sans observation préalable consignée sur le procès-verbal de rendez-vous de chantier, constitue une acceptation de fait des supports.

Tous refus de réception de support par l'entreprise doit être justifié.

## 10.7 **Autocontrôle des entreprises**

En début de chantier, l'entrepreneur donnera le nom de la personne chargée d'assurer le contrôle des matériaux et de leur mise en oeuvre.

Le contrôle interne, auquel sont assujetties les entreprises, doit être réalisé à différents niveaux :

- Au niveau des fournitures, quel que soit leur degré de finition, l'entrepreneur s'assurera que les produits commandés sont conformes aux normes et aux spécifications complémentaires éventuelles du marché
- Au niveau du stockage, l'entrepreneur s'assurera que celles de ses fournitures qui sont sensibles aux agressions des agents atmosphériques et aux déformations mécaniques, sont convenablement protégées
- Au niveau de l'interface entre corps d'état, l'entrepreneur vérifiera, tant au niveau de la conception que de l'exécution, que les ouvrages à réaliser ou à exécuter par d'autres corps d'état permettent une bonne réalisation de ses propres prestations
- Au niveau de la fabrication et de la mise en oeuvre, le responsable des contrôles internes de l'entreprise vérifiera que la réalisation est faite conformément aux D.T.U. ou règles de l'Art
- Au niveau des essais, l'entrepreneur réalisera les vérifications ou essais imposés par le D.T.U. et les règles professionnelles et les essais particuliers supplémentaires exigés par les pièces écrites.

Cet autocontrôle sera formalisé par un plan "ASSURANCE QUALITE".

## 10.8 **Interfaces entre lots**

### **Coordination inter-lots**

Afin qu'aucune entreprise n'ignore les obligations liées à son intervention, chaque entrepreneur est réputé avoir pris connaissance de l'ensemble des pièces du marché, notamment du présent CCTP, des plans, du planning d'exécution et des documents techniques intéressant les interfaces avec les autres corps d'état.

Les entreprises ne pourront exécuter leurs travaux de manière isolée sans tenir compte des ouvrages auxquels leurs prestations sont liées ou subordonnées.

Chaque entreprise est tenue :

- d'assurer la coordination de ses interventions avec celles des autres corps d'état ;
- de transmettre en temps utile toutes les informations, plans, réservations, cotes, contraintes techniques et indications nécessaires à la bonne exécution des ouvrages ;
- de participer aux réunions de coordination et de respecter les dispositions du planning d'exécution ;
- de signaler sans délai au Maître d'Œuvre et/ou à l'OPC toute difficulté, incompatibilité technique ou risque d'interférence susceptible d'affecter les travaux.

Lorsqu'une intervention nécessite l'action préalable ou concomitante d'une autre entreprise, l'entreprise concernée devra :

- s'assurer en temps utile de l'état d'avancement des ouvrages nécessaires à son intervention ;
- communiquer toutes précisions utiles à la bonne exécution des prestations liées.

### **Responsabilités respectives des entreprises**

Chaque entreprise demeure seule responsable :

- de ses ouvrages ;
- des dommages qu'elle cause aux tiers ou aux autres entreprises ;
- des conséquences résultant de ses fautes, omissions, défauts de coordination ou non-respect des documents contractuels.

La responsabilité d'une entreprise ne pourra être engagée qu'au titre des prestations relevant de son marché et des fautes qui lui sont imputables.

Les obligations de coordination prévues au présent article ne sauraient avoir pour effet de créer une solidarité juridique ou une responsabilité conjointe entre les entreprises.

En cas de défaut d'interface, les responsabilités seront appréciées au regard des obligations contractuelles propres à chaque lot et des fautes respectivement constatées.

### **Mission de coordination OPC / Maîtrise d'œuvre**

La coordination générale du chantier est assurée par le Maître d'Œuvre et, le cas échéant, par l'OPC désigné par le Maître d'Ouvrage.

L'OPC assure notamment :

- l'organisation générale du chantier ;
- le suivi du planning d'exécution ;
- la coordination temporelle des interventions ;
- l'identification des contraintes d'interface entre lots.

Toutefois, cette mission de coordination générale ne dégage en aucun cas les entreprises de leurs propres obligations de coordination technique et d'exécution.

#### **Transmission des documents d'exécution**

Les documents nécessaires au démarrage et à l'exécution des travaux devront être transmis au Maître d'Œuvre dans un délai maximal de huit (8) jours suivant la notification du marché, sauf disposition différente prévue au planning d'exécution.

#### **Réception des supports**

Chaque entreprise est tenue de réceptionner les supports sur lesquels elle doit intervenir et de formuler, avant tout commencement d'exécution, ses éventuelles réserves ou observations sur les comptes rendus ou procès-verbaux de chantier.

L'exécution des travaux sans réserve préalable vaut acceptation des supports et de leur conformité apparente.

#### **Responsabilité - Vols - Dégradations**

Chaque entreprise demeure entièrement responsable de ses approvisionnements, matériels et ouvrages jusqu'à la réception des travaux de son lot, notamment en cas de vols, détournements ou dégradations.

#### **Protection des ouvrages**

Chaque entreprise doit assurer la protection de ses ouvrages pendant toute la durée du chantier et prendre toutes dispositions afin de ne pas détériorer les ouvrages exécutés par les autres corps d'état.

Toute dégradation imputable à une entreprise devra être réparée par celle-ci à ses frais exclusifs.

Les ouvrages sensibles (seuils, bandeaux, appuis, surfaces laquées, anodisées, ouvrages métalliques, etc.) devront être protégés par tout moyen adapté jusqu'à la réception des travaux.

#### **Percements - Réservations - Scellements - Rebouchages**

Chaque entreprise devra fournir, dès sa désignation, l'ensemble des plans de réservation nécessaires à l'exécution des ouvrages.

Les percements, trémies, niches, feuillures et réservations dans les ouvrages en béton seront exécutés par l'entreprise de Gros Œuvre sur la base des indications transmises par les corps d'état concernés.

Les percements ou réservations non prévus du fait d'une omission ou d'une transmission tardive seront réalisés aux frais de l'entreprise défaillante.

Les accessoires et équipements à incorporer seront fournis par les entreprises concernées, lesquelles demeurent responsables :  
- du positionnement et du réglage ;  
- de la conformité technique des éléments fournis.

Le scellement, rebouchage et calfeutrement seront exécutés par l'entreprise de Gros Œuvre sauf dispositions contraires particulières.

Toute intervention affectant les ouvrages structurels devra être réalisée conformément aux prescriptions du Bureau d'Études Structure et après validation préalable du Maître d'Œuvre.

En cas de carence d'une entreprise dans l'exécution de ses obligations de raccords ou de finitions, le Maître d'Œuvre pourra faire exécuter les travaux nécessaires par une autre entreprise, aux frais de l'entreprise défaillante, après notification restée sans effet, sauf urgence ou nécessité de sécurité.

### **10.9 Travaux a proximité d'ouvrages ou voiries existants**

Lors de l'exécution des travaux à proximité d'ouvrages existants, l'entrepreneur devra prendre toutes les dispositions et toutes précautions pour garantir et sauvegarder dans leur état actuel, tous les ouvrages pouvant subir du fait de ses travaux directement ou indirectement des dommages ou des désordres, notamment les murs.

L'entrepreneur sera contractuellement réputé avoir procédé, avant tout début de travaux, à une visite en détail des lieux, pour reconnaître les principes de structures de l'existant et leur état de conservation, la nature et la qualité des matériaux constituant les ouvrages ainsi que toutes les particularités de la construction.

De ce fait, l'entrepreneur est réputé connaître toutes les conditions et contingences particulières dont il aura à tenir compte lors de l'exécution de ces travaux.

Toutes les dispositions devront être prises en temps voulu pour éviter dans tous les cas tous dommages ou désordres si minimes soient-ils aux ouvrages existants, tant en ce qui concerne les désordres pouvant apparaître après finition de ces travaux.

Dans le cadre de ces dispositions et précautions à prendre, l'entrepreneur devra notamment le cas échéant :

- Réaliser tous étalements et étrésillonnements
- Procéder aux reprises par petites parties
- Mettre en place toutes les protections des existants qui s'avéreront nécessaires.

En résumé, l'entrepreneur devra prendre toutes précautions et toutes dispositions nécessaires quelles qu'elles soient étant bien entendu qu'il aurait le cas échéant à supporter toutes les conséquences des détériorations, dommages et désordres qui apparaîtraient sur les existants en cours d'exécution des travaux ou après finition de ceux-ci.



Tous les frais consécutifs aux prescriptions du présent article font implicitement partie des prix du marché.

#### 10.10 Tolérances de mise en oeuvre

Dans le cas où une entreprise emploie une technique nécessitant de la part d'un autre corps d'état des tolérances de mise en oeuvre particulières ou hors normes (planéité des supports, calepinage, alignements d'éléments etc.), elle devra d'une part avant tout début de chantier, définir, en concertation avec la ou les autres entreprises intéressées, les objectifs à atteindre, et d'autre part, en cours de chantier la vérification et l'acceptation des supports.

#### 10.11 Remise en état du site après travaux

Les entreprises auront implicitement à leur charge la remise en état du terrain pour toutes les zones ayant été utilisées pour les installations de chantier.

Cette remise en état comprendra tous les travaux nécessaires de dépose et de démolition de tous les ouvrages, tant en élévation qu'en surface ainsi que la démolition de tous les ouvrages enterrés et l'enlèvement de tous les gravois.

Ces travaux de remise en état devront restituer un terrain absolument libre.

#### 10.12 Sécurité et hygiène de chantier

Suivant réglementation en vigueur (description ci-après non limitative) et notamment le décret 94 1159 du 26/12/94, sont à la charge des entreprises :

- Fourniture et mise en place des dispositifs de sécurité du chantier, tels que protection des ouvertures extérieures, escaliers, trémies, balcons, acrotères jusqu'à la mise en place des ouvrages définitifs
- Échafaudages de façades et tous dispositifs propres à ses travaux
- Entretien et maintien, des dispositifs mis en place jusqu'à parfait achèvement des ouvrages ou levés des risques (voir PGC).

La sécurité et l'hygiène des personnes travaillant sur le chantier devront être assurées en se référant aux exigences prévues au PGC et au code du travail.

Respect de l'environnement :

- Limitation du bruit
- Précautions pour éviter la poussière
- Les salissures sur les voiries publiques, etc...

A ce sujet, les entreprises devront respecter les contraintes d'horaires de travail qui pourraient leurs être imposées par la municipalité sans que cela n'ait d'incidence sur le montant forfaitaire de leur marché.

La sécurité et l'hygiène des personnes travaillant sur le chantier devront être assurées en se référant aux exigences prévues au PGC et au Code du Travail.

#### 10.13 Essais et vérifications de fonctionnement

La liste et description de ces essais et vérifications sont données par les documents techniques COPREC N° 1 et N° 2. Le Moniteur des travaux publics et du bâtiment a publié ces documents au supplément spécial N° 79.22 bis du 28 mai 1979 et N° 79.30 du 23 juillet 1979.

Ces prestations intéressent les corps d'état suivant:

Corps d'état	Documents
Electricité, Télévision (distribution collective d'Antenne de Télévision)	Document A.T.
Chauffage	Document C.H.
Electricité (installation électrique)	Document L.E.
Plomberie (fluides spéciaux)	Document F.S.
Plomberie	Document P.B.
Electricité (portiers électroniques)	Document P .E.
Plomberie (réseau d'alimentation en eau)	Document R.A.
Gros Œuvre (réseau d'évacuation)	Document R.E.
V .M.C. (Ventilation Mécanique Contrôlée)	Document V.M.

#### NOTAS :

Indépendamment des essais COPREC, tous les organes relatifs à la sécurité, exemple: désenfumage, colonnes sèches, blocs de sécurité, devront obligatoirement être essayés lors de la visite de réception et le résultat consigné sur le Procès-Verbal.

«La production des Procès-verbaux d'essais "COPREC" est indispensable au règlement de la dernière situation de travaux»

#### 10.14 Livraison des locaux

Tous les bâtiments et les terrains, propriétés du Maître d'Ouvrage, seront livrés en parfait état de propreté.

Le nettoyage final étant exécuté par l'entrepreneur, ou en cas de défaillance de celui-ci, par une entreprise spécialisée désignée à cet effet par l'Architecte, et les frais à la charge de l'entreprise défaillante.



**10.15      Rendez-vous de chantier**

Les rendez-vous de chantier auront lieu aux jours et heures fixés par l'Architecte, et l'entrepreneur ou son représentant dûment agréé, est tenu d'y assister.

Les absences aux rendez-vous de chantier seront sanctionnées d'une astreinte par absence dont le montant est défini dans le CCAP, à partir du moment où l'entrepreneur doit y assister régulièrement ou y est spécialement convoqué (dépense à la charge de chaque entreprise individuellement).

**11 RECEPTION****11.1 Essais de fin de chantier**

En début de chantier, l'entrepreneur donnera le nom de la personne chargée d'assurer le contrôle des matériaux et de leur mise en oeuvre.

Le contrôle interne auquel sont assujetties les entreprises doit être réalisé à différents niveaux :

- Au niveau des fournitures, quel que soit leur degré de finitions, l'entrepreneur s'assurera que les produits commandés et livrés sont conformes aux normes et aux spécifications complémentaires éventuelles du marché
- Au niveau du stockage, l'entrepreneur s'assurera que celles de ses fournitures qui sont sensibles aux agressions des agents atmosphériques et aux déformations mécaniques sont convenablement protégées
- Au niveau de l'interface entre corps d'état, l'entrepreneur vérifiera, tant au niveau de la conception que de l'exécution, que les ouvrages à réaliser ou exécuter par d'autres corps d'état permettent une bonne réalisation de ses propres prestations
- Au niveau de la fabrication et de la mise en oeuvre, le responsable des contrôles internes de l'entreprise vérifiera que la réalisation est faite conformément aux D.T.U. ou règles de l'Art
- Au niveau des essais, l'entrepreneur réalisera les vérifications ou essais imposés par les D.T.U. et les règles professionnelles et les essais particuliers supplémentaires exigés par les pièces écrites

En ce qui concerne les installations techniques, les entreprises sont tenues d'effectuer obligatoirement les essais et vérifications de leurs installations et d'établir les procès-verbaux justificatifs.

La liste et la description de ces essais et vérifications de fonctionnement des installations ont fait l'objet d'une publication, document technique COPREC n° 1 ou MONITEUR DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS DU 28 Mai 1979. (Supplément spécial n° 79.22 bis)

Les modèles types de procès-verbaux ont fait l'objet d'une publication, document technique COPREC n° 2 ou MONITEUR DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS du 23 Juillet 1979 (Supplément spécial n° 79.30 bis)

Ces essais et vérifications portent sur :

- La distribution collective d'antennes de télévision
- Le chauffage
- Les installations électriques
- La plomberie
- La ventilation d'alimentation en eau
- Réseaux d'évacuation
- Réseaux informatiques.

Les procès-verbaux d'essais et de vérifications de fonctionnement, seront ensuite communiqués au Contrôleur Technique.

Les constructeurs visés à l'article 1792.1 du Code Civil effectueront les vérifications techniques auxquelles ils sont tenus pour leur propres prestations.

D'une façon générale, l'entrepreneur ou les entrepreneurs concernés, sont tenus de réaliser, à leur frais, tout essai réclamé par le Maître d'oeuvre ou le Maître d'Ouvrage, chaque fois que la bonne tenue ou les qualités d'un matériau ou d'un complexe de matériaux sont mises en cause.

## 12 DECHETS DE CHANTIER

### 12.1 Tri et évacuation des déchets de chantier

Tous les déchets de chantier (gravats, emballages, matières plastiques, etc...) sont triés sélectivement, traités et évacués du chantier, par l'intermédiaire des bennes mises à disposition auprès des entreprises. Les déchets ne sont pas brûlés.

Les directives de l'ADEME seront parfaitement suivies.

Chaque entreprise établira un schéma d'organisation et de gestion des déchets.

Le SOGED constitue le document de référence à tous les intervenants (Maître d'Ouvrage, Entreprises, Maître d'Œuvre, Coordonnateur S.P.S., ...) traitant spécifiquement de la gestion des déchets du chantier.

Au travers du SOGED, l'entreprise expose et s'engage sur :

- Le tri sur le site des différents déchets de chantier,
- Les méthodes qui seront employées pour ne pas mélanger les différents déchets (bennes, stockage, localisation sur le chantier des installations, etc...),
- Les centres de stockage et/ou centres de regroupement et/ou unités de recyclage vers lesquels seront acheminés les différents déchets, en fonction de leur typologie et en accord avec le gestionnaire devant les recevoir,
- L'information en phase travaux, du Maître d'Œuvre quant à la nature et à la constitution des déchets, et aux conditions de dépôt envisagées sur le chantier. Les modalités retenues pour assurer le contrôle, le suivi, et la traçabilité,
- Les moyens matériels et humains mis en œuvre pour assurer ces différents éléments de gestion des déchets.

Chaque entreprise est chargée quotidiennement d'assurer le nettoyage de ses zones de travail et d'évacuer l'ensemble de ses déchets et gravois. Les gravois seront stockés dans des bennes avec un tri sélectif sur place.

Chaque entreprise devra mettre en place des sacs à gravats sur chacun des postes de travail.

Chaque entrepreneur devra procéder au démontage et compactage de ces emballages et cartonnages volumineux.

L'entreprise du lot principal sera tenue de faire respecter la loi dans leurs zones de travail, d'évacuer aux décharges spécifiques les matériaux et de gérer les frais qui en découlent ou de faire réaliser cette gestion par une entreprise spécialisée et ce pendant toute la durée du chantier.

L'entreprise du lot principal assurera le nettoyage des circulations et abords de chantier.

En cas de manquement d'une entreprise, le Maître d'œuvre ou le coordinateur pourront demander à l'entreprise du lot principal de procéder au nettoyage aux frais de l'entreprise défaillante si les gravois sont identifiables.

**13 LIMITES DE PRESTATIONS****13.1 Limites de prestations**

Voir limites de prestations définies dans le tableau N°LP01 ci-joint.